

Tepco supprimerait mille emplois pour financer Fukushima

Le Monde.fr avec AFP | 16.11.2013 à 07h32 • Mis à jour le 16.11.2013 à 09h23

La compagnie gérante de la centrale accidentée de Fukushima envisage de lancer un appel à un millier au moins de départs volontaires dans le groupe afin de réduire sa masse salariale en échange d'une aide financière supplémentaire des pouvoirs publics, selon la presse japonaise.

Tepco souhaiterait mettre en oeuvre ce programme de réduction d'effectifs d'ici à l'automne 2014, selon le quotidien économique *Nikkei* samedi 16 novembre, qui ajoute que le nombre de départs pourrait même atteindre 1 500.

De surcroît, la compagnie, pour le moment totalement privée de ses centrales nucléaires, prévoit de vendre de vieilles installations thermiques qui, rénovées, seraient alors exploitées par une autre structure auprès de laquelle s'approvisionnerait Tepco à un coût inférieur. La compagnie doit en effet se préparer à affronter la concurrence qui va naître de la libéralisation progressive du secteur de l'électricité à partir de 2016. Elle envisage d'ailleurs dans ce cadre de se restructurer en plusieurs sociétés chapeautées par une maison-mère, dont une filiale pourrait être exclusivement chargée de traiter l'accident de Fukushima.

Tepco est en train de mettre la dernière touche à un plan d'objectifs qui intègre ces dispositions et s'appuie en outre sur l'hypothèse d'une relance d'au moins deux de ses sept réacteurs de la centrale atomique de Kashiwazaki-Kariwa (ouest) dont la sûreté va prochainement être contrôlée par l'Autorité de régulation nucléaire.

30 MILLIARDS D'EUROS VERSÉS PAR L'ÉTAT

Si une partie de ces unités étaient relancées, Tepco, qui dessert la mégapole tokyoïte et ses 35 millions d'habitants, baisserait un peu les tarifs de l'électricité qui ont flambé ces deux dernières années à cause des coûts monstrueux d'hydrocarbures auxquels fait face Tepco pour faire tourner à plein régime ses centrales thermiques.

Tepco devrait dégager des bénéfices cette année comptable pour la première fois depuis le drame de Fukushima en mars 2011 et pouvoir ainsi commencer à rembourser l'Etat qui lui a indirectement déjà avancé l'équivalent de quelque 30 milliards d'euros pour indemniser les personnes chassées de chez elles par la radioactivité. L'Etat participe aussi au financement de moyens pour résoudre les graves problèmes d'eau radioactive sur le site et devrait augmenter sa participation pour payer la décontamination alentour ainsi que le stockage des déchets radioactifs.

Par ailleurs, sur la base du même plan de restructuration en cours d'élaboration, des banques privées sont en train d'étudier l'octroi à Tepco de crédits de 500 milliards de yens (3,9 milliards d'euros) supplémentaires pour aider au démantèlement de Fukushima Daiichi dont la dévastation par le tsunami du 11 mars 2011 a ruiné la compagnie aujourd'hui de facto sous la tutelle de l'Etat.

Voir : [Comprendre la situation à Fukushima en deux minutes](#) ([/japon/video/2013/09/07/comprendre-la-situation-a-fukushima-en-deux-minutes_3472694_1492975.html](#))

Voir : [Fukushima : vivre dans la zone d'exclusion](#) ([/planete/portfolio/2013/10/10/fukushima-vivre-dans-la-zone-d-exclusion_3493424_3244.html](#))